

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

ITIE: le Gabon aux assises de Dakar

Libreville/Gabon

E Gabon a pris part, du 13 au 14 juin dernier à Dakar au Sénégal, à la 9e Conférence mondiale de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Sur le thème "Transparence en transition ", ce conclave mondial, qui a réuni plus de 1 000 parties prenantes issues des gouvernements, des entreprises et de la société civile, a permis de faire un bilan sur la transparence dans le secteur extractif et plancher sur les

perspectives. Côté gabonais, la délégation conduite par Léontine-Tania Oyouomi-Loumbou Bibey, présidente de l'ITIE Gabon, et constituée du Groupe multipartite (les collèges des membres représentant l'administration publique, les opérateurs publics, le secteur privé et la société civile) et du secrétaire technique permanent a eu l'occasion de se pencher sur les défis à relever par l'ITIE à l'heure de la transition énergétique et des profondes mutations dans le secteur extractif.

" Au terme des travaux, riches en enseignements, il reviendra à la République gabonaise de satisfaire au mieux les exigences



La délégation gabonaise a participé aux travaux de Dakar.

de la nouvelle norme 2023 ", a a publié son premier rapport souligné la présidente de l'ITIE

ITIE le 20 avril 2023, après sa réintégration au sein de Pour rappel, le Gabon, qui l'Organisation en octobre 2021, se doit de faire des efforts pour s'inscrire dans le processus international qui vise à améliorer

Pénurie d'eau : les explications de la SEEG



Hans NDONG MEBALE Libreville/Gabon

AUT-IL croire que le manque d'eau potable dans nos quartiers et autres pompes publiques serait consécutif à un acte délibéré de la part de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) ? Non, rétorque l'entreprise. Selon elle, ces difficultés sont liées à la baisse progressive du niveau des rivières Mbè, Saza, Meba (nord de Ntoum) et Assango (sud de Ntoum) qui alimentent la Nzémé, principale source de la station de production de Ntoum. Ces perturbations, observées depuis quelques jours dans la distribution en eau potable dans le Grand Libreville et qui privent de

nombreux ménages du précieux liquide, préoccupent au plus haut point la SEEG.

"Pour pallier la réduction significative de la ressource en eau, la SEEG met en place une opération de distribution d'eau potable dans les quartiers impactés. Les équipes techniques procèdent à des manœuvres de vannes sur le réseau de distribution d'eau potable afin d'alimenter les zones impactées de façon alternée", a-t-elle expliqué dans un communiqué.

De plus, soucieuse de faire un partage équitable en eau potable, "la SEEG invite la population à signaler toutes fuites constatées sur les voies publiques, bornes-fontaines publiques au numéro vert gratuit 8 586 "Allô Fuites", précise le communiqué.

Piaepal: encore trop de lenteurs!

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU Libreville/Gabon

MÉLIORER la desserte en eau potable à travers Lle Grand Libreville. Un vaste projet intégré au Piaepal, cofinancé par la Banque africaine de développement (BAD), a été lancé par le gouvernement de la République. Celui-ci se matérialise par la construction du château d'eau de 1 500 m3 de Ntoum-centre, la construction des pieux du château d'eau de 1 500 m3 de Bikélé, la station de pompage du PK 5 et le réservoir de 10 o 000 m3 de la Cité de la Caisse. (Ces différents chantiers ont été visités par le ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques, Oswald Séverin Mayounou. Il s'agissait pour le membre du gouvernement, qu'accompagnait une délégation de la BAD conduite par le représentant pays, de s'imprégner de l'état d'avancement de ces chantiers. Sur place, les deux délégations ont dû se rendre à l'évidence, celle de lenteurs et de retards dans l'exécution des travaux sur certains sites visités. "Nous



Instantané de la visite du ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques sur l'un des sites.

en sommes aujourd'hui à des taux très avancés, malgré quelques retards observés dans les commandes", a souligné le ministre Oswald Séverin Mayounou.

Avant de préciser : "Nous pensons donc, après concertation avec toutes les entreprises, les unités de coordination et les bureaux de

contrôle, qu'il va falloir, dans les semaines à venir, mettre le pied sur l'accélérateur, afin que dans les prochains mois, nous puissions apprécier l'avancement". Pour le bureau de contrôle CIRA, les retards observés sont consécutifs au redimensionnement de certains ouvrages pour mieux les adapter aux services demandés.